



THIERRY AFSCHRIFT
PROFESSEUR
ORDINAIRE À L'ULB

DE GUERRE LASSE

Quatre ans après l'Accord de Paris sur le climat

LE 12 DÉCEMBRE 2015 ÉTAIT SIGNÉ l'Accord de Paris sur le climat. S'il a eu des conséquences, ce ne sont certainement pas celles qui étaient attendues. Il en est tout simplement ainsi parce que les commentateurs auto-proclamés spécialisés dans la matière, et la plupart des dirigeants, n'ont pas dit la vérité quant au contenu réel de cet accord. Pour le connaître, il faut le lire dans son texte.

ON A FAIT CROIRE AUX POPULATIONS que les Etats s'étaient engagés à des réductions chiffrées des émissions des gaz à effet de serre (GAS). C'est sans doute ce que le Giec préconisait, en proposant de les ramener de 49 milliards de tonnes en 2010 à 40 milliards en 2030 et 20 milliards en 2050.

LA VÉRITÉ EST QUE L'ACCORD DE PARIS ne comprend aucun engagement de ce type. Les Etats se sont fixés comme objectif commun de réduire l'augmentation des températures à 2 degrés et de s'efforcer de la limiter à 1,5 degré. Pour ce faire, ils ont annoncé œuvrer pour un plafonnement global des émissions, mais il n'est prévu ni sanction, ni même des engagements chiffrés, ni du point de vue global, ni bien sûr quant à la part de chaque Etat dans les réductions souhaitées.

S'IL EN EST AINSI, C'EST PARCE QUE, dès avant le début de la Cop 21, il était clair que les souhaits du Giec manquaient totalement de réalisme. Il ressortait des positions des Etats quant aux engagements qu'ils pouvaient prendre que, dans le meilleur des cas, les émissions passeraient de 49 à... 60 milliards de tonnes en 2030, ce qui ne constitue aucune diminution, mais au contraire

une augmentation très sensible des émissions. Il en était ainsi parce que non seulement les pays en voie de développement, mais aussi des puissances industrielles comme l'Inde et surtout la Chine, premier émetteur mondial d'émission de GAS, comptaient bien continuer à augmenter les émissions. Ils en ont besoin, à juste titre, pour leur développement, et sans doute leur économie.

POUR PERMETTRE À FRANÇOIS HOLLANDE, hôte de la Cop 21, de faire preuve de son triomphalisme habituel, il a fallu remplacer l'objectif concret, portant sur une réduction des émissions, par un but tout à fait abstrait portant sur les réductions de température. Aucun Etat ne s'est engagé à quoi que ce soit de précis et chiffré dans cet accord quant aux réductions de GAS.

||| ***Même si l'UE réduisait de 50% ses émissions d'ici 2030, cela ne représenterait qu'environ un quart de l'augmentation de celles de la Chine.***

LA POSITION DE LA CHINE est évidemment essentielle puisqu'elle était déjà, et est encore davantage aujourd'hui, le premier producteur mondial de CO₂ émis dans l'atmosphère. Ses émissions atteignent à présent plus de 28% du total mondial, soit deux fois plus que celles des Etats-Unis eux-mêmes. Et les intentions chinoises se sont clairement concrétisées puisque, de 7,4 milliards de tonnes en 2013, la production de ce pays a déjà été portée à 9,26 milliards de tonnes en 2017. Si ce rythme est maintenu, la Chine émettra d'ici 2030 environ le double de son total de 2010. On est loin d'une réduction des émissions! Cela se traduit concrètement

par la construction, en Chine, d'environ une centrale au charbon par... semaine!

DÈS LORS QUE LA CHINE, L'INDE et le continent africain, parfois pour des motifs explicables, ne vont cesser d'augmenter leurs émissions, et que les Etats-Unis viennent de quitter l'Accord de Paris, cela signifie que l'essentiel de l'effort à fournir, non pas pour «réduire» les émissions, mais pour contenir quelque peu leur augmentation, vient de l'Union européenne.

LES ÉMISSIONS DE CELLE-CI étaient en 2010 d'environ 3,5 milliards de tonnes. Cela veut dire que, même si par des efforts gigantesques, impliquant des sacrifices énormes pour sa population, l'Union européenne réduisait de 50% ses émissions d'ici 2030, cela ne représenterait qu'environ

un quart de l'augmentation de celles de la République populaire de Chine. Si l'on ajoute à celles-ci les augmentations prévisibles des autres pays, il faut en conclure que l'effort des Européens serait à la fois colossal pour eux et dérisoire à l'échelle de la planète.

ON NE PEUT EN CONCLURE QU'UNE CHOSE: le Parlement européen a beau décréter «l'urgence climatique». Son cri est de l'ordre du symbolique et tout ce qui pourra être décidé en Europe n'aboutira qu'à affaiblir l'économie européenne et le niveau de vie des Européens et à rendre les industries chinoises encore plus compétitives par rapport aux nôtres. ©